

Ondaine

Firminy - Voilà une bonne nouvelle pour le collectif de riverains du boulevard Fayol

Déviaton de la RD 500 Ça bouge enfin !

En ce début de septembre, c'est la rentrée pour tout le monde. Et pas seulement pour les écoliers. L'association de défense des riverains du boulevard faisait elle aussi sa rentrée mardi soir. Les sourires sur les visages devaient vite trahir la bonne nouvelle de ces dernières semaines. Dans un courrier daté du 19 juillet et adressé à Rose-Marie Blondeau, présidente de l'association, le maire de Firminy et conseiller général Marc Petit explique qu'au cours de la commission permanente de ce même 19 Juillet, la décision de lancer le dossier d'enquête parcellaire a été actée. Cette décision, prise à la quasi unanimité (seulement une voix contre sur quarante voix pour), permettra d'engager, si nécessaire, des expropriations de terrains pour la création de la déviation de la RD 500. Ce n'est certes qu'un début, mais les membres de l'association sont contents et conscients du travail effectué : « *Nous nous rendons compte que le combat que nous menons depuis de nombreux mois commence vraiment à payer. Même si ça avance lentement, ça avance quand même* », nous explique Daniel Cartier, membre de l'association.

LA MOBILISATION RESTE DE MISE

Malgré tout, les membres du collectif restent sur leurs gardes et ne veulent en aucun cas relâcher la pression : « *Nous n'arrêterons pas tant que la déviation n'aura pas été réalisée. Et ce n'est pas pour autant que nous stopperons tout. Nous veillerons également à ce que le*



Le collectif espère une décision rapide pour la déviation de la RD500.

quotidien des habitants du boulevard Fayol soit amélioré. » L'un des seuls points d'ombre reste la lenteur des procédures engagées. Les membres de l'association s'étonnent que pour le projet de l'A45 le Conseil général s'active depuis deux ans, alors que l'histoire de la déviation de la RD 500 dure depuis près de 5 années. L'association attend des faits, et elle compte bien le faire entendre puisqu'elle n'exclut pas d'autres actions coup de poing, comme ce fut le cas il y a quelques mois lorsque le

rond-point du centre Leclerc fut volontairement bloqué par le collectif, mais également par quelques politiques locaux, venus soutenir la cause : « *Nous ne sommes pas l'arme au pied ! Tant que nous n'aurons pas obtenu l'aval du Conseil général pour la déviation, nous continuerons* », confie Daniel Cartier. Le collectif va donc continuer son combat. En espérant que cette nouvelle du lancement de l'enquête parcellaire permettra d'accélérer les procédures.

> FRANÇOIS MENDES